

Sarkozy le national-libéral

[Zaki Laïdi](#)

2 mai 2007



Dans une indifférence médiatique généralisée, Nicolas Sarkozy a repris ses attaques contre le commissaire européen au commerce Peter Mandelson. Il propose ni plus ni moins que de le déposséder de son pouvoir de négociation au profit d'un hypothétique président de l'Union. La proposition n'a bien sûr aucune chance d'aboutir. Mais alors pourquoi Nicolas Sarkozy la fait-il ? Tout simplement parce qu'elle est cohérente avec la stratégie

libérale-nationale qui est la sienne dans cette campagne.

Reprenons : Nicolas Sarkozy reproche au Commissaire européen de « mal négociier » le Doha Round. Ce cycle de négociations auquel Telos a consacré un grand nombre d'articles vise comme on le sait à libéraliser les échanges sur la base d'une plateforme acceptée par tous les Etats de l'OMC en 2001. Un des enjeux de cette négociation est la libéralisation des marchés agricoles. Celle-ci sera probablement trois fois plus importante que celle déjà engagée dans le précédent cycle, ce qui veut dire qu'elle va forcément toucher à des secteurs sensibles. Mais qui dit négociation dit contrepartie. Si les Européens et les Américains ont accepté le principe de libéraliser leurs agricultures, c'est parce que ces pays cherchent à obtenir en échange une ouverture substantielle des marchés industriels et des services des pays émergents. C'est un point qu'il faut rappeler à ceux qui veulent faire croire que l'Europe se déprotège sans contrepartie.

De fait, si les négociations traînent en longueur, c'est précisément pour cela : les Européens estiment que les contreparties des pays émergents ne sont pas suffisantes. Ils veulent également être sûrs que si nous baissions nos tarifs extérieurs

agricoles, les Américains réduiront leur soutien intérieur aux produits agricoles. Ajoutons d'ailleurs que M. Mandelson a un mandat de négociation du Conseil des ministres. Il ne fait pas ce qu'il veut. Naturellement, il a besoin de marges de négociation. Mais il sait que s'il va au-delà des propositions acceptées par les 27, il doit se retourner vers eux pour pouvoir avancer. Pourquoi donc M. Sarkozy, qui sait parfaitement tout cela, veut-il dessaisir le négociateur européen ? Pour une raison simple : un jour ou l'autre, il faudra bien conclure un accord. Or pour conclure un accord, il faut faire des concessions. Du côté européen, chaque pays a sa liste de produits sensibles qu'il veut protéger d'une libéralisation trop grande. Pour les Français, l'élevage bovin et les produits laitiers font partie de ces produits. Le problème est que les produits sensibles des uns ne sont pas les produits sensibles des autres. Chacun devra donc faire des concessions car, in fine, la décision se prendra à la majorité qualifiée. La grande crainte des Français est donc de se trouver isolés et d'accepter un accord qui satisferait tous les autres européens sauf nous.

Nicolas Sarkozy appréhende ainsi de devoir assumer cette responsabilité politique qui risque fort d'accroître l'euroscpticisme ambiant. En proposant de déposséder le Commissaire européen au profit du président de l'Union, il sait que cette proposition n'a aucune chance d'aboutir. Non seulement la quasi-totalité des Européens y sont opposés, mais de surcroît, elle conduirait à détruire le seul instrument communautaire efficace dont l'Europe dispose sur la scène mondiale. De plus, et compte tenu de la technicité des négociations, un président de l'Union n'aurait guère d'autre choix que de s'appuyer sur le Commissaire européen dépossédé ! Politiser comme il le dit la négociation, c'est revenir à une gestion intergouvernementale de l'Europe qui a toujours eu les faveurs des dirigeants français, une gestion qui permet de dire « Stop ! » quand on n'est plus d'accord et que l'on est en minorité. S'il y a donc un domaine où Nicolas Sarkozy ne veut pas de rupture, c'est bien celui-là. Ce qui incite sans grand risque à penser que sa politique étrangère ne connaîtra pas de réelle inflexion dans l'hypothèse où il serait élu.

Pourquoi donc avancer une proposition qui n'a pas de chance d'aboutir ? Pour une raison simple : Nicolas Sarkozy est convaincu que seules des mesures libérales permettront de mettre fin à l'essoufflement du modèle français, mais en même temps, il sait bien que la société française est très peu disposée à accepter un big bang libéral. C'est pourquoi il veut mettre en œuvre une politique économique et sociale plus libérale en jouant davantage sur la politique de l'offre et les incitations, tout en tempérant cette libéralisation par un discours de protection d'autant plus radical qu'il n'a que peu de chances, dans les faits, d'être mis en œuvre par la seule France. Pour simplifier, Nicolas Sarkozy a besoin d'immoler MM. Trichet et Mandelson sur l'autel d'une politique économique plus libérale.

On pourra considérer ce choix comme de l'habileté ou, au contraire, comme une forme de cynisme. Mais cela n'a en définitive aucune importance. La société française continue à cultiver une réticence exceptionnelle à la mondialisation et ses élites politiques ne peuvent l'ignorer. Dans une récente enquête menée par le Chicago Council on Global Affairs, il apparaît que sur 18 pays sélectionnés, la France est celui où la mondialisation est la plus négativement perçue (42 %) contre 6 % en Chine et 11 % en Ukraine. Sur cette liste, la France apparaît également comme le pays le plus défavorable à l'ouverture des marchés (60 %) et le plus massivement convaincu des effets négatifs de la mondialisation sur l'emploi. Aucun candidat ne peut négliger cette réalité.

En critiquant vertement l'Europe et l'OMC, Nicolas Sarkozy montre qu'il sera intransigeant dans les domaines sur lesquels sa marge est très faible. Mais sans pédagogie politique sur la mondialisation, l'Europe ou l'OMC, il sera lui aussi victime d'un retour de bâton.

Zaki Laïdi est chercheur au Ceri (Sciences Po).

© Telos, Agence intellectuelle